

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4531>



# Communiqué de l'ATMF - attentats du 13 novembre 2015

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : vendredi 20 novembre 2015

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

**Devant l'innommable l'ATMF salue avec respect la mémoire des victimes innocentes tombées sous les balles des barbares le vendredi 13 novembre 2015 à Paris. Nous ne les oublierons jamais. Avec toutes les voix qui se sont élevées à travers le monde, nous présentons nos fraternelles condoléances à leurs familles et à leurs proches.**

**Nous assurons de toutes nos forces notre soutien aux blessé-e-s et, avec eux parmi des millions de citoyens nous résisterons résolument.**

**Nous condamnons avec la plus totale fermeté le pouvoir de l'abjection qui a frappé et ôté la vie, toujours et à chaque fois unique, singulière et irremplaçable, d'au moins 129 de nos concitoyen-ne-s à Paris.**

Foulant à ses pieds toutes les valeurs humanistes et d'ouverture de l'islam, ce pouvoir-de-la-terreur massacre et saccage, au nom d'une interprétation de l'islam qui cache ses véritables intérêts de prise de pouvoir, de domination, de main mise sur les richesses des sous-sol partout où il sévit, contre les peuples arabes et musulmans en général.

Le double jeu, du plus grand danger, adopté à son égard par les Etats pétrodollars ne fait que le renforcer vers le pire. Le silence et/ou la complicité directe de la majorité des pays développés, Etats-Unis en tête (semant d'autres formes de barbarie technologique depuis Georges Bush aux drones d'Obama qui « tuent neuf civils pour un terroriste »), complicité qui a conforté historiquement aussi bien ses origines que sa progression. Le tout sous l'empire du capitalisme mondialisé qui réouvre et emprunte de nouvelles voies d'un mode d'exploitation néocolonial.

A ce titre, nous rappelons que les peuples et les démocrates, en particulier du Sud de la Méditerranée, ont été écartés et délibérément exclus du débat et des moyens d'action par le choix de ces mêmes Etats, alors même qu'ils payaient encore, les premiers, le prix fort de leur engagement contre les différentes formes de dictatures étatiques et des intégrismes.

Toujours dans ce sens, nous considérons plus que jamais que face à la terreur, la contre-terreur est contreproductive. La guerre provoque et/ou amplifie d'autres guerres. Les frappes aériennes n'atteindront pas le but exploité en raison du terrain métastatique de part en part.

Seule une politique de paix digne de ce nom est et restera le projet de l'Humanité tel que le rêvent au quotidien et en pratique les peuples de la Terre.

L'état d'urgence « permanent » va mettre à mal la démocratie d'autant plus qu'elle dispose en son sein des moyens pour assurer sa défense à tous les niveaux.

Défendre la démocratie contre la barbarie est un devoir, mais avec les moyens démocratiques d'un véritable Etat de droit. Et c'est à cet égard que les mesures concédées à la droite et à l'extrême-droite sont significatives et dangereuses : sur les terroristes d'origine étrangère, les premiers veulent clairement des « Guantanamo » à la française, et les seconds, par la déchéance de la nationalité aux dits binationaux, veulent clairement une « France de race blanche et chrétienne ».

Cette double séparation est pire qu'une source de discriminations. C'est une véritable rupture généalogique qui marquera à jamais les jeunes, les familles, l'histoire... Pour la sérénité de tous, nous en appelons à d'autres types d'approches qui prennent en considération tout ce qui a été bâti en commun. Des approches qui réhabilitent le statut et l'image des parents. Des approches sociales et culturalistes qui ouvrent des voies d'avenir décent aux jeunes des quartiers populaires.

Dans ces mêmes soucis majeurs, nous devons mobiliser toute notre vigilance et notre solidarité de base et stratégique avec les nouveaux migrants et l'immigration en général.

Dans un tel contexte, l'ATMF lance un appel toutes les associations issues de l'immigration et leurs partenaires à se regrouper de nouveau autour de ces questions essentielles, et continuer à défendre, malgré tout, les droits fondamentaux collectifs et personnels.

Continuons le combat unitaire pour l'égalité des droits et le droit à l'égalité.

Paris, le 18 novembre 2015